

Le P-DG DE SONATRACH L'A ANNONCÉ HIER «D'ici 2012, les capacités de raffinage atteindront les 40 millions de tonnes»

S'inscrivant dans le cadre de la large réflexion initiée par l'activité Aval Sonatrach en vue de lancer son futur centre de recherche et le développement (R&D) s'est ouverte ce mardi 11 décembre 2007 à l'hôtel Sheraton, et devra être clôturée aujourd'hui par le ministre de l'Énergie et des Mines. Le thème retenu pour cette deuxième conférence, qui fait suite à celle organisée en 2005, s'articule autour de ce questionnement : «Quel partenariat pour une R&D performante ?»

Amel B. - Oran (Le Soir) - Pour l'occasion, le P-dg de Sonatrach, M. Méziane, fera savoir à l'assistance que le groupe Sonatrach est face à une priorité, à savoir celle de «valoriser de façon optimale ses ressources d'hydrocarbures par le recentrage sur les segments à plus forte charge au niveau des métiers de base». Pour l'intervenant, cette rencontre constitue pour Sonatrach «l'amorce d'une nouvelle étape que nous engageons pour donner à l'activité R&D la place qui lui revient naturellement au sein de notre organisation».

Questionné par la presse au sujet du projet de création de centres de recherches et de développement Aval, ainsi que son coût de réalisation, le P-dg dira «ce qui importe, ce n'est pas le coût (selon certaines sources il avoisinerait les 200 millions de dollars pour les deux centres Arzew et Hassi Messaoud) mais le résultat. Ce projet qui sera d'ailleurs suivi d'un autre centre prévu au niveau de la nouvelle ville de Hassi Messaoud permettra la pérennité de Sonatrach. La création du centre d'Arzew sera lancée en 2008 et à l'heure actuelle, 10 chercheurs sont en formation pour atteindre à l'orée de 2020 les 150. Nous voulons devenir un véritable pôle d'excellence et un centre d'expertise, d'échange et de partage du savoir». Pour sa part, M. Abdelhafid Feghouli, vice-président de Sonatrach/Aval, toujours au sujet du projet de ce centre de recherches Aval, expliquera que la décision de création a été prise le 28 juin 2005 traduisant ainsi «une volonté profonde de s'inscrire définitivement dans la voie de la recherche et de l'innovation technologique».

Au sujet de la deuxième conférence internationale sur la recherche et le développement, l'intervenant la considère comme étant «une étape supplémentaire dans l'approche que le management de Sonatrach a, d'ores et déjà, amorcée et qui doit aboutir non seulement à doter Sonatrach d'un pôle de recherche scientifique et de développement technologique pour l'Aval pétrolier et gazier, mais également lui permettre une intégration dans les réseaux de compétences autour des métiers de base de l'Aval aussi bien au niveau national qu'international.

La communication de M. J. Ban, représentant de l'Opep, a fait ressortir une grande préoccupation quant à la demande de plus en plus croissante en matière de pétrole et qui risque, dit-il, «de s'accroître face à l'augmentation de la demande chez les pays en voie de développement tels que l'Inde et la Chine». Face à cette demande asiatique, l'intervenant estime que les capacités en raffinage vont être de plus en plus insuffisantes pour répondre à l'importante demande. Dès lors, il considère qu'il est plus qu'utile d'augmenter les capacités de raffinage d'ici 2020 avec un investissement global de 455 milliards de dollars.

Interrogé sur les capacités de raffinage en Algérie, M. Abdelhafid Feghouli, nous dira que la capacité de raffinage en Algérie est estimée à 22 millions de tonnes, dont la moitié est réservée au niveau interne alors que l'autre moitié est orientée vers l'exportation. Ce qui est, dit-il, pour l'heure suffisant. Toutefois, ajoute-t-il, «Nous avons décidé d'augmenter ces capacités de 3 à 4% pour atteindre les 40 millions de tonnes d'ici 2012/2013. Sans oublier l'apport estimé à 15 millions de tonnes que produira la raffinerie de Tiaret d'ici 2012».

A. B.

ORAN 22 harragas marocains repêchés par le méthanier Abane Ramdane

L'opération de sauvetage, effectuée par l'équipage du méthanier *Abane Ramdane*, a nécessité plusieurs heures pour parvenir à secourir des harragas interceptés dans l'après-midi de ce lundi 10 décembre 2007. Selon nos sources, il était 16h30, lorsque l'équipage a repéré des jeunes en difficulté, qu'il a secourus.

Ils étaient au nombre de 19 survivants et trois cadavres repêchés. L'opération de sauvetage n'a pris fin qu'aux environs de 2h du matin. L'on saura que les harragas en question sont tous de nationalité marocaine. Les 19 étaient, nous dit-on, dans un état jugé grave et furent de suite transférés à l'hôpital El-Mohguen.

L'on saura également que quatre autres harragas sont encore portés disparus. Sitôt alertés, les gardes-côtes d'Arzew ont effectué plusieurs recherches à bord de la vedette 345 pour tenter de retrouver ces jeunes.

Les 26 harragas, âgés entre 17, 20 et 35 ans, ont pris le large à partir de Houssainya (Maroc), le jeudi 6 décembre 2007, à bord d'un zodiac pneumatique équipé d'un moteur de 27 chevaux, seulement le mauvais temps les a surpris et projetés à 30 milles d'Oran, distance à laquelle ils furent repêchés par le méthanier.

A. B.

TIZI-OUZOU

20 000 étudiants dans la rue pour réclamer un plan d'urgence sociopédagogique

Environ 20 000 étudiants de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou ont participé, hier mardi, 11 décembre, à la marche organisée par la coordination locale des étudiants.

Cette marche a été initiée pour réclamer le départ de la directrice des œuvres universitaires de Hasnaoua, un plan d'urgence socio-pédagogique pour sauver l'université du marasme et du déclin, la fin de la violence au sein de l'université, organisée selon la CLE, par l'administration, le respect des franchises universitaires et des droits de l'homme, une prise en charge sociale et pédagogique de l'étudiant. Le système LMD et la privatisation rampante de l'université plus particulièrement des œuvres universitaires, l'augmentation de la bourse, la transcription de Tamazighit en caractères arabes et son officialisation, font également partie des revendications des étudiants de l'université Mouloud-Mammeri. Ce sont là les principaux mots d'ordre que l'on pouvait lire sur une

quinzaine de banderoles complétées par des slogans criés de vive voix par la moitié de la composante étudiante de l'université qui en compte 42 000.

C'est là également le summum du bras de fer engagé, depuis la rentrée, entre les étudiants et la DOUH à propos de l'hébergement, de la restauration et des transports et qui a engendré des violences, heureusement limitées et sans gravité, des agents de sécurité voire même des extra-universitaires mobilisés par l'administration, d'après la CLE, contre des étudiants ciblés parmi les représentants des comités autonomes.

Devant un si grand nombre d'étudiants marchant durant 2 heures sous la pluie et la grêle, dénonçant la corruption et le déclin de l'institution universitaire,

réclamant une autre gestion pédagogique et sociale, on a de la peine à croire aux arguments qui, du côté de l'administration, invoquent les manipulations internes et externes visant certains responsables à la tête desquels se trouve la directrice des œuvres sociales, Mme Larfi en l'occurrence. Celle-ci rappelle-t-on, pour donner crédit à la thèse du complot, aurait exigé des fournisseurs de viande, de livrer des carcasses entières aux fins de contrôle.

Elle aurait aussi imposé des transporteurs de bus de moins de 5 ans. Ce qui lui aurait créé des ennemis dans ces milieux. Rappelons aussi que la même directrice avait déjà vécu pareille situation en 2003, qui lui a valu une mutation sur Alger. Mais cela n'explique ni la situation «chaotique» dénoncée en détail par les étudiants, ni l'absence de dialogue, ni l'autoritarisme et la violence dont ils font part.

En fait, plus qu'un malaise profond. Cette première sortie massive depuis les

événements du printemps noir est le signe d'un ras le bol vis-à-vis du «calvaire» imposé aux étudiants, comme souligné dans la déclaration de la coordination locale parlant de surcharge des campus et cités universitaires, de retard exagéré dans la réalisation des nouveaux projets, de la médiocrité de la formation, de manque de matériel pédagogique et d'encadrement, du taux d'échecs ahurissant dans les filières LMD, de flotte de transport insuffisante et mal gérée...

Signalons qu'à la fin de l'imposante marche évaluée à 38 000 personnes, par les organisateurs, à beaucoup moins de 20 000 par les services de sécurité et à environ 20 000 par nos propres soins, une délégation de 12 membres devait être reçue par le wali. La marche très bien encadrée s'est déroulée dans l'ordre et la discipline le long d'un trajet d'environ 2 km, des campus de Hasnaoua 1 et 2 au siège de la wilaya.

B. T.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'ADMINISTRATION

PÉNITENTIAIRE À LA CHAÎNE II

«La récurrence touche 42 % des détenus»

Le taux annuel de récurrence touche entre 42 et 43% de la population carcérale, a indiqué hier Mokhtar Felioune, directeur général de l'administration pénitentiaire, lors de son passage à l'émission hebdomadaire «Question sociale» de la Chaîne II de la Radio nationale.

Lotfi Merad - Alger (Le Soir) - L'invité de la radio a toutefois estimé que ce taux est bas par rapport à la moyenne européenne qui est de 70%. Pourtant, l'Algérie s'est engagée depuis l'année 2002 dans un ambitieux programme de réformes du secteur dans ses deux volets juridique et infrastructures. Celui-ci vise essentiellement à améliorer les conditions de prise en charge des détenus et leur

réinsertion sociale. Etayant ses propos par des chiffres, Mokhtar Felioune a affirmé que pas moins de 2105 détenus suivent des formations professionnelles au sein des établissements pénitentiaires et 19 000 autres un enseignement général. S'agissant de la prise en charge et du traitement de la population carcérale, le directeur général de l'administration pénitentiaire a soutenu que l'Algérie a «atteint les standards internationaux». S'agissant de la gestion des établissements pénitentiaires, l'invité de la radio dira qu'un programme financé à hauteur de 17 millions d'euros par l'Union européenne a été mis en place. Celui-ci est destiné à former en Algérie et à l'étranger le personnel d'encadrement ainsi que le personnel médical et paramédical dont le nombre s'élève à plus de 19 000 travailleurs.

Le programme de réforme du secteur comprend également la construction de 81 établissements pénitentiaires en remplacement des anciens, datant de l'époque coloniale, dont 13 prioritaires d'une capacité totale de 19 000 places et ce, dans un délai de 24 mois. Ces nouvelles infrastructures «répondant aux normes internationales et impératifs dictés par la nouvelle politique gouvernementale d'amélioration des conditions de détention seront implantées dans les Hauts-Plateaux et le sud du pays», insiste Mokhtar Felioune. A ceux-là, s'ajouteront 6 nouveaux centres de rééducation pour mineurs à Saïda, Alger, Biskra, Adrar et Djelfa.

sur un autre volet, le directeur général de l'administration pénitentiaire a démenti l'information rapportée par une agence de

presse marocaine faisant état de la présence de lieux de détention secrets en Algérie.

Il dira à ce sujet que «les prisons algériennes et même les lieux de garde à vue de la police et la Gendarmerie nationale sont ouverts et font régulièrement l'objet de visites inopinées des représentants des organisations internationales et des procureurs de la République».

Ainsi, «depuis l'année 2000, 72 établissements pénitentiaires ont été visités par les représentants du Comité international de la Croix-Rouge qui se sont entretenus librement avec 74 000 détenus», soutient Mokhtar Felioune qui annoncera que pour la seule année 2007, 45 autorisations d'accès aux prisons ont été délivrées aux médias.

L. M.

19^È FOIRE DE LA PRODUCTION NATIONALE

Le Ceimi invite à développer la certification de la qualité

Les attentats barbares qui ont ciblé hier matin la population dans deux quartiers d'Alger, Hydra et Ben-Aknoun, n'ont pas empêché la poursuite de toutes les activités publiques.

Cherif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Notamment celle du ministre de la Petite et Moyenne entreprise et de l'Artisanat qui a effectué durant l'après-midi, une tournée des stands à la 19^e Foire de la production nationale.

A l'initiative du Club des entrepreneurs et industriels de la Mitidja (Ceimi), qui y a célébré sa Journée, Mustapha Benbada a voulu honorer les producteurs nationaux dans un contexte marqué par la contrefaçon et l'informel. De fait, 52 opéra-

teurs nationaux étaient présents à cette manifestation, sur une superficie de 3200 m². Une manifestation que le président du Ceimi, Abdelkader Taïeb Ezzaïmi, a qualifié d'opportunité pour la création d'une synergie entre tous les acteurs économiques, notamment les jeunes entrepreneurs, et le renforcement des capacités de production et de commercialisation. En ce sens, le

président du Ceimi a rappelé qu'un espace d'information et d'appui a été impulsé en 2007 au profit des exportateurs nationaux, tout en invitant les opérateurs nationaux à s'intégrer davantage dans le processus de certification de la qualité. Or, une certification pour laquelle les entreprises qui manifestent de l'intérêt sont peu nombreuses.

C. B.